

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III - 100 (ex article 138)

Déposée par **M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention**

Qualité : - Membre

Article III -100 (ex-article 138)

1. La Commission a pour tâche de promouvoir la consultation des partenaires sociaux au niveau-de l'Union et adopte toute mesure utile pour faciliter leur dialogue en veillant à un soutien équilibré des parties.

2. À cet effet, la Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux **représentatifs** sur l'orientation possible d'une action de l'Union.

Les organisations des partenaires sociaux doivent pour être représentatives répondre aux critères **suivants** :

- être interprofessionnelles, sectorielles ou catégorielles et être organisées au niveau européen ;
- être composées d'organisations elles - mêmes reconnues comme faisant partie intégrante des structures des partenaires sociaux des Etats membres, avoir la capacité de négocier des accords et être, dans la mesure du possible, représentatives dans tous les Etats membres
- disposer de structures adéquates leur permettant de participer de manière efficace au processus de consultation.

La liste des partenaires sociaux représentatifs est publiée chaque année dans le Journal Officiel de l'Union.

3. Si la Commission, après cette consultation, estime qu'une action de l'Union est souhaitable, elle consulte les partenaires sociaux **représentatifs concernés** sur le contenu de la proposition envisagée. Les partenaires sociaux remettent à la Commission un avis ou, le cas échéant, une recommandation.

4. À l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à [l'ex-article 139]. La durée de la procédure ne peut pas dépasser neuf mois, sauf prolongation décidée en commun par les partenaires sociaux concernés et la Commission.

FICHE AMENDEMENT 20

CHAPITRE I : MARCHÉ INTÉRIEUR

III EME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

SECTION 2 : POLITIQUE SOCIALE

Proposition d'amendement pour l'article III-106

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - ~~Suppléant~~ - Observateur

Ajouter :

Le Conseil adopte, à la majorité simple une décision européenne instituant un comité de la protection sociale à caractère consultatif afin de promouvoir la coopération en matière de protection sociale entre les États membres et avec la Commission. Le Conseil statue après consultation du Parlement européen **et du Comité des régions.**

Explication éventuelle :

Il s'agit d'un domaine de consultation pertinent pour le Comité des régions eu égard aux compétences des autorités locales et régionales dans les États membres en la matière.

AMENDMENT FORM

Suggestion for NEW ARTICLE III-106A

By Mr Proinsias De Rossa

Status : - Member

NEW ARTICLE III-106A

- 1. The union and the member States shall work towards common European goals regarding social protection and social inclusion by adopting common guidelines or objectives, timetables and indicators, and by organising exchange of best practices, reporting and monitoring.**
- 2. The European Council shall periodically consider the Union situation regarding social protection and social inclusion and adopt conclusions on the basis of a joint report by the Council and the Commission, prepared in consultation with the European Parliament.**
- 3. On the basis of these conclusions, the Council, acting on a proposal from the Commission and after consulting the European Parliament, shall adopt common guidelines or objectives which the Member States will take into account in their policies.**
- 4. Each Member State will provide a periodic report on its principal measures in order to underpin an exchange of best practices and peer review. On the basis of the joint report mentioned in sub paragraph 2, the Council shall periodically carry out a monitoring of the implementation of these common guidelines or objectives.**
- 5. National Parliaments shall be kept fully informed by the Commission at all stages of this Co-ordination Process**

Explanation (if any) :

Open method of Co-ordination: I propose that the following model amendment be applied to areas of policy co-ordination such as:

Social protection and social inclusion.

Employment.

Competitiveness and Innovation.

Research and technological development.

Education, training, and access to knowledge.

Immigration policies.

The Open Method of coordination is currently in use in 11 areas of policy coordination between the Union and the Member States. It is appropriate that the process be spelt out in the Constitution, while ensuring that it retains its flexibility. It is particularly important that provision be made for the participation of both the European Parliament and National Parliaments in their respective spheres. It is an essential instrument for the building of a European dimension while respecting sensitive national diversities

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III - 106

Déposée par Monsieur Ben Fayot (Chambre des Députés, Luxembourg)

Qualité : - Membre

Article III - 106

(3^e alinéa)

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité établit des contacts appropriés avec les partenaires sociaux **et la société civile organisée.**

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III - 106

Déposée par Monsieur Ben Fayot (Chambre des Députés, Luxembourg)

Qualité : - Membre

Article III – 106 bis (nouveau)

- 1. Le Conseil européen examine périodiquement la situation de l'inclusion sociale et de la protection sociale dans l'Union et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport conjoint du Conseil et de la Commission.**
- 2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte des objectifs communs, dont les Etats membres tiennent compte dans leurs politiques d'inclusion sociale et de protection sociale.**
- 3. Chaque Etat membre transmet au Conseil et à la Commission des rapports périodiques sur les principales dispositions qu'il a prises pour mettre en œuvre ses politiques d'inclusion sociale et de protection sociale, à la lumière des objectifs communs.**
- 4. Sur la base de l'avis du Comité de Protection Sociale et d'une évaluation menée par la Commission des rapports des Etats membres, le Conseil et la Commission adressent un rapport conjoint au Conseil européen concernant la situation de l'inclusion sociale et de la protection sociale dans l'Union et la mise en œuvre de ces objectifs communs.**

Explication éventuelle :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-106

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Part III

Amendment : Art. III-106 para. 3 at the end

Replace:

‘management and labour’

With:

“the social partners”

Explanation (if any) :

In order to reflect the language used in the social partners’ provision (Article I-47) “management and labour” is replaced by “the social partners”.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 106 (bis- nouvel article) (ex-article 144 TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning-Schmidt, Linda McAvan, Luis Marinho, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Elena Paciotti, Pervenche Beres, Maria Berger, Caspar Einem, Vytenis Andriukaitis, Emilio Gabaglio, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Adrian Severin, Claudio Martini, Proinsias De Rossa, Robert Badinter

après l'article 106 : insérer un nouvel article 106 (bis)

article III. 106 (bis) nouveau

*Dans les domaines visés à l'article III. 99, paragraphe 1, points (j) et (k),
le Conseil,*

sur la base des conclusions du Conseil européen,

sur proposition de la Commission qui prend en compte l'avis du Comité de la protection sociale, et après consultation du Parlement européen, des partenaires sociaux et du Comité de la protection sociale,

- adopte des objectifs communs et des indicateurs communs,

- élabore, le cas échéant, des lignes directrices dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques,

- adopte des rapports sur la mise en œuvre de ce processus de coopération.

Les résultats de ce processus seront incorporés dans les Grandes orientations des politiques économiques.

Explication éventuelle :

La Constitution prévoit la coordination des politiques économiques, de l'emploi et sociales à l'article 11 et 14. Les procédures concrètes en ce qui concerne la coordination des politiques économiques, ainsi que celles des politiques de l'emploi sont déjà décrites dans la troisième partie (acquis de Maastricht et de Amsterdam) et font donc parti de l'acquis formel de l'Union. Cela n'est pas le cas pour la coordination des politiques sociales, qui s'est développé dans les faits lors

des sommets succédant le Sommet de Lisbonne. Pour assurer sa continuité, il conviendrait de formaliser cette méthode de coordination dans la partie 3 de la Constitution.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-98

By Ms / Mr : Mr Bonde

Status : X- Member - Alternate

SECTION 2

SOCIAL POLICY

Article III-98 (ex Article 136)

The Union and the Member States, having in mind fundamental social rights such as those set out in the European Social Charter signed at Turin on 18 October 1961 and in the 1989 Community Charter of the Fundamental Social Rights of Workers, shall have as their objectives the promotion of employment, improved living and working conditions, so as to make possible their harmonisation while the improvement is being maintained, proper social protection, dialogue between management and labour, the development of human resources with a view to lasting high employment and the combating of exclusion.

To this end the Union and the Member States shall act taking account of the diverse forms of national practices, in particular in the field of contractual relations, and the need to maintain the competitiveness of the Union economy.

They believe that such a development will ensue not only from the functioning of the internal market, which will favour the harmonisation of social systems, but also from the procedures provided for in the Constitution and from the approximation of provisions laid down by law, regulation or administrative action.

COUNTRIES WITH MAINLY TAX AND OR COLLECTIVE BARGAINING FINANCED SOCIAL SECURITY SYSTEMS CAN DECIDE THE NECESSARY DEROGATIONS. IF THE COUNTRY IN THIS WAY GAINS COMPARATIVE BENEFITS, THE COUNCIL CAN DECIDE COMPENSATION.

Explanation (if any) :

AMENDMENT FORM

Draft Constitution, Volume I (CONV 802/03)

Suggestion for amendment of Article III-98

Mr Hannes Farnleitner

Status : - Member

Article III-98 (ex Article 136)

The Union and the Member States, having in mind fundamental social rights such as those set out in the European Social Charter signed at Turin on 18 October 1961 and in the 1989 Community Charter of the Fundamental Social Rights of Workers, **and the principles of the European social model**, shall have as their objectives the promotion of employment, improved living and working conditions, so as to make possible their harmonisation while the improvement is being maintained, proper social protection, dialogue between management and labour, the development of human resources with a view to lasting high employment and the combating of exclusion.

To this end the Union and the Member States shall act taking account of the diverse forms of national practices, in particular in the field of contractual relations, **and social protection schemes**, and the need to maintain the competitiveness of the Union economy.

They believe that such a development will ensue not only from the functioning of the internal market, which will favour the harmonisation of social systems, but also from the procedures provided for in the Constitution and from the approximation of provisions laid down by law, regulation or administrative action.

Explanation (if any) :

The special status of social protection schemes and the often cited European social model should be made clear in this chapter. This could help to avoid misunderstandings when the balance between these schemes and other fundamental principles of the Constitution is at stake.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : 98 (ex Art 136)

By Mr Hain

Status : - Member

1. OK.
 2. To this end the Union and the Member States shall act ~~taking account of~~ respecting the diverse forms of national practices, in particular in the field of contractual relations, and the need to maintain the competitiveness of the Union economy.
 3. OK.
-

Explanation (if any) :

98.2

This brings out more clearly the sense intended in the wording in the current Treaty that the Union should not override national practices.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III -98

By Mr : Esko Helle

Status : - Alternate

Article III-98 (ex Article 136)

The Union and the Member States, having in mind the **Charter of Fundamental Rights of the Union**, fundamental social rights such as those set out in the European Social Charter signed at Turin on 18 October 1961 and in the 1989 Community Charter of the Fundamental Social Rights of Workers, shall have as their objectives the promotion of employment, improved living and working conditions, so as to make possible their harmonisation while the improvement is being maintained, proper social protection, dialogue between management and labour, the development of human resources with a view to lasting high employment and the combating of exclusion.

To this end the Union and the Member States shall act taking account of the diverse forms of national practices, in particular in the field of contractual relations, and the need to maintain the competitiveness of the Union economy.

They believe that such a development will ensue not only from the functioning of the internal market, which will favour the harmonisation of social systems, but also from the procedures provided for in the Constitution and from the approximation of provisions laid down by law, regulation or administrative action.

Explanation (if any) :

The Charter is a text which binds all the institutions in their actions. It should be mentioned in the basic provision on social policy.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article:

III-98 (ex 136)

Déposée par Messieurs:

**Erwin Teufel, Peter Altmaier,
Joachim Wuermeling**

Qualité:

Membre / Suppléant

Texte du Praesidium

Die Union und die Mitgliedstaaten verfolgen eingedenk der sozialen Grundrechte, wie sie in der am 18. Oktober 1961 in Turin unterzeichneten Europäischen Sozialcharta und in der Gemeinschaftscharta der sozialen Grundrechte der Arbeitnehmer von 1989 festgelegt sind, folgende Ziele: die Förderung der Beschäftigung, die Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen, um dadurch auf dem Wege des Fortschritts ihre Angleichung zu ermöglichen, einen angemessenen sozialen Schutz, den sozialen Dialog, die Entwicklung des Arbeitskräftepotenzials im Hinblick auf ein dauerhaft hohes Beschäftigungsniveau und die Bekämpfung von Ausgrenzungen.

Zu diesem Zweck tragen die Union und die Mitgliedstaaten bei ihrer Tätigkeit der Vielfalt der einzelstaatlichen Gepflogenheiten, insbesondere in den vertraglichen Beziehungen, sowie der Notwendigkeit, die Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft der Union zu erhalten, Rechnung.

Sie sind der Auffassung, dass sich eine solche Entwicklung sowohl aus dem eine Abstimmung der Sozialordnungen begünstigenden Wirken des Binnenmarktes als auch aus den in der Verfassung vorgesehenen Verfahren sowie aus der Angleichung ihrer Rechts- und Verwaltungsvorschriften ergeben wird.

Amendement proposé

Die Union und die Mitgliedstaaten verfolgen eingedenk der sozialen Grundrechte, wie sie in der am 18. Oktober 1961 in Turin unterzeichneten Europäischen Sozialcharta und in der Gemeinschaftscharta der sozialen Grundrechte der Arbeitnehmer von 1989 festgelegt sind, folgende Ziele: die Förderung der Beschäftigung, die Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen, um dadurch auf dem Wege des Fortschritts ihre Angleichung zu ermöglichen, einen angemessenen sozialen Schutz, den sozialen Dialog, die Entwicklung des Arbeitskräftepotenzials im Hinblick auf ein dauerhaft hohes Beschäftigungsniveau und die Bekämpfung von Ausgrenzungen.

Zu diesem Zweck tragen die Union und die Mitgliedstaaten bei ihrer Tätigkeit der Vielfalt der einzelstaatlichen Gepflogenheiten, insbesondere in den vertraglichen Beziehungen, sowie der Notwendigkeit, die Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft der Union zu erhalten, Rechnung.

Sie sind der Auffassung, dass sich eine solche Entwicklung sowohl aus dem eine Abstimmung der Sozialordnungen begünstigenden Wirken des Binnenmarktes als auch aus den in der Verfassung vorgesehenen Verfahren sowie aus der Angleichung ihrer Rechts- und Verwaltungsvorschriften ergeben wird.

Die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten für Organisation, Finanzierung und Leistungen der sozialen Sicherungssysteme, insbesondere in den Bereichen Kranken-, Renten-, Unfall-, Arbeitslosen- und Pflegeversicherung, sowie für die Sozialhilfe bleibt unberührt.

Begründung:

In den Sozialvorschriften muss deutlich zum Ausdruck kommen, dass die sozialen Sicherungssysteme und die Sozialhilfe in den Zuständigkeitsbereich der Mitgliedstaaten fallen.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-98

By Ms / Mr : Voggenhuber,MacCormick, Wagener, Lichtenberger, Nagy

Status : - Member - Alternate

Artikel III-98

Article III-98 (ex Article 136)

The Union and the Member States, having in mind fundamental social rights such as those set out in the European Social Charter signed at Turin on 18 October 1961 and in the 1989 Community Charter of the Fundamental Social Rights of Workers, shall have as their objectives the promotion of **full employment with quality jobs**, improved living and working conditions, so as to make possible their harmonisation while the improvement is being maintained, proper social protection, dialogue between management and labour, the development of human resources with a view to lasting high employment and the combating of exclusion.

To this end the Union and the Member States shall act taking account of the diverse forms of national practices, in particular in the field of contractual relations, and the need to maintain the competitiveness of the Union economy.

They believe that such a development will ensue not only from the functioning of the internal market, which will favour the harmonisation of social systems, but also from the procedures provided for in the Constitution and from the approximation of provisions laid down by law, regulation or administrative action.

Explanation (if any) :

This amendment brings the provisions more into line with the objectives of the Union as outlined in Article I-3 (par.3)

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III- 99

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-99 (ex-article 137) (politique sociale)

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article III-98 (ex-136)], l'Union soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:
 - a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
 - b) les conditions de travail;
 - c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
 - d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
 - e) l'information et la consultation des travailleurs;
 - f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5;
 - ~~g) les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union;~~
 - h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article III-178 (ex-150)];
 - i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
 - j) la lutte contre l'exclusion sociale;
 - k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).
2. À cette fin:
 - a) la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à

l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;

- b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Cette loi-cadre européenne évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

3. Par dérogation au paragraphe 2, dans les domaines visés au paragraphe 1, points c), ~~d), f) et g)~~, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée **jusqu'au 30 octobre 2009** par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~Le Conseil peut, sur proposition de la Commission, adopter une décision européenne pour rendre la procédure législative ordinaire applicable au paragraphe 1, points d), f) et g) du présent article. Il statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.~~

reste de l'article inchangé

Explication :

Dans une Union de 25 États membres, le maintien de l'unanimité équivaut à l'inaction ou en tout cas à des décisions peu satisfaisantes. Il convient donc de supprimer l'exigence de l'unanimité à l'article III-99 d'autant plus qu'il ne permet l'adoption que de prescriptions minimales. Toutefois, compte tenu de la sensibilité de mesures dans le domaine de la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs, ce passage à la majorité qualifiée pourrait être reportée de quelques années, ce qui permettrait le Conseil d'adopter les premières prescriptions minimales, qui ensuite pourront être modifiées à la majorité qualifiée. En inscrivant déjà maintenant dans la Constitution le passage à la majorité qualifiée dans la Constitution, cette perspective devient réaliste.

La matière vise à l'article III-99, paragraphe 1, point g) est déjà couverte par l'article III-163. Les conditions d'accès à l'emploi pour les ressortissants de pays tiers relève d'ailleurs logiquement plutôt de la politique d'immigration que de la politique sociale, qui doit être fondée sur le principe de non-discrimination.

Fiche Amendement

PROPOSITION D'AMENDEMENT À L'ARTICLE : III-99 (PARTIE III)

DÉPOSÉE PAR MME PERVENCHE BERÈS, OLIVIER DUHAMEL, BEN FAYOT, ELENA PACIOTTI, JACQUES FLOCH, FRANC HORVAT

QUALITÉ : - MEMBRES ET SUPPLÉANTS

Article III-99 (ex-article 137)

2. À cette fin:
 - a) la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;
 - b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) ~~à i)~~ à j), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Cette loi-cadre européenne évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article III-99:

By: BROK, AZEVEDO, AKCAM, ALTMAIER, BREJC, DEMETRIOU, FIGEL, FOGLER, FREND, GIANNAKOU, KAUPPI, LENNMARKER, LIEPINA, MAIJ-WEGGEN, PIKS, RACK, SANTER, STOCKTON, SZAJER, VAN DER LINDEN, VILEN, VAN DIJK, WITTBRODT, WUERMEILING

on behalf of the EPP Convention Group

Article III-99 (ex Article 137)

1. With a view to achieving the objectives of [Article III-98 (ex 136)], the Union shall support and complement the activities of the Member States in the following fields:

- (a) improvement in particular of the working environment to protect workers' health and safety;
- (b) working conditions;
- (c) social security and social protection of workers;
- (d) protection of workers where their employment contract is terminated;
- (e) the information and consultation of workers;
- (f) representation and collective defence of the interests of workers and employers, including co-determination ~~co-determination~~, subject to paragraph 5;
- (g) co-determination (new)**
~~(g): conditions of employment for third-country nationals legally residing in Union territory~~
- (h) the integration of persons excluded from the labour market, without prejudice to [Article III-178 (ex 150)];
- (i) equality between men and women with regard to labour market opportunities and treatment at work;
- (j) the combating of social exclusion;
- (k) the modernisation of social protection systems without prejudice to point (c).

2. To this end:

(a) *with the exclusion of the fields referred to in paragraph 1(a) to (i)* a European law or framework law may establish measures designed to encourage cooperation between Member States through initiatives aimed at improving knowledge, developing exchanges of information and best practices, promoting innovative approaches and evaluating experiences, excluding any harmonisation of the laws and regulations of the Member States;

(b) in the fields referred to in paragraph 1(a) to (i), a European framework law may establish minimum requirements for gradual implementation, having regard to the conditions and technical rules obtaining in each of the Member States. Such European framework law shall avoid imposing administrative, financial and legal constraints in a way which would hold back the creation and development of small and medium-sized undertakings. In all cases, the European law or framework law shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

3. By way of derogation from paragraph 2, in the fields referred to in paragraph 1(c), ~~(d)~~, ~~(f)~~ and (g) the European law or framework law shall be adopted by the Council acting unanimously after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

The Council may, on a proposal from the Commission, adopt a European decision making the ordinary legislative procedure applicable to paragraph 1~~(d)~~, ~~(f)~~ and (g) of this Article. It shall act unanimously after consulting the European Parliament.

4. A Member State may entrust management and labour, at their joint request, with the implementation of European framework laws adopted pursuant to paragraph 2.

In this case, it shall ensure that, no later than the date on which a European framework law must be transposed, management and labour have introduced the necessary measures by agreement, the Member State concerned being required to take any necessary measure enabling it at any time to be in a position to guarantee the results imposed by that framework law.

5. The European laws and framework laws adopted pursuant to this Article:

- (a) shall not affect the right of Member States to define the fundamental principles of their social security systems and must not significantly affect the financial equilibrium thereof;
- (b) shall not prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective measures compatible with the Constitution.

6. This Article shall not apply to pay, the right of association, the right to strike or the right to impose lock-outs.

Explanation (if any):

Also concerning the social policy, the principle of voting with qualified majority should be applied. But there have to be some exceptions: the systems of social security (III-99.1c), the co-determination (III-99.1 new g):

The employment of third-country nationals (III-99.1g) should be eliminated from this list.

Concerning III-99.2, there should be a clear definition to which policy fields mentioned in III-99.1 which procedure should be applied.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendement of Article III – 99.2(b)

By Mr Proinsias De Rossa

Status : - Member

Article III – 99.2(b)

in the fields referred to in paragraph I(a) to **(k)**....

Explanation (if any) :

Extends the procedure to combating social exclusion and to the modernisation of social protection systems

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article III – 99.3
By Mr Proinsias De Rossa

Status : - Member

Delete Article III – 99.3

Explanation (if any) :

Deletion of Article 99.3 ensures that co-decision, with QMV, applies to all parts of 99.1.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendement of Article III – 99.6.

By Mr Proinsias De Rossa

Status : - Member

Delete Article III –99.6.

Explanation (if any) :

Deletion of Article 99.6 Removes the Union's exclusion from areas relating to citizens freedoms referred to in Title II, Article II.12.1 (pay, the right of association, the right to strike and the right to impose lock-outs)

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-99

Déposée par Monsieur Dominique de Villepin

Qualité : - Membre

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article III-98 (ex-136)], l'Union soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:

- a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
- b) les conditions de travail;
- c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs;
- d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
- e) l'information et la consultation des travailleurs;
- f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, y compris la cogestion, sous réserve du paragraphe 5;
- g) ~~les conditions d'emploi~~ **l'intégration** des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union;
- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article III-178 (ex-150)];
- i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale, **en tenant compte notamment de l'accès au logement ;**
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. À cette fin:

- a) la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;

- b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Cette loi-cadre européenne évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

3. Par dérogation au paragraphe 2, dans ~~les domaines visés~~ **le domaine visé** au paragraphe 1, **point c), d), f) et g)**, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~Le Conseil peut, sur proposition de la Commission, adopter une décision européenne pour rendre la procédure législative ordinaire applicable au paragraphe 1, points d), f) et g) du présent article. Il statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.~~

4. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des lois-cadres européennes adoptées en application du paragraphe 2.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une loi-cadre européenne doit être transposée, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite loi-cadre.

5. Les lois et lois-cadres européennes adoptées en vertu du présent article:
- a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux États membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;
 - b) ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec la Constitution.

Explication : dans l'éventualité où les points d), f), et g) du paragraphe 1 ne seraient plus soumis à la procédure d'adoption à l'unanimité de lois ou lois cadres européennes, conformément à notre souhait, alors le deuxième point du paragraphe 3 serait superflu, puisqu'il ne s'applique qu'aux domaines qui ne sont pas soumis à la procédure législative ordinaire. Dans le cas contraire, où les points d), f) et g) resteraient soumis à la règle de l'unanimité, les dispositions relatives à la clause passerelle devraient être conservées au paragraphe 3.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III - 99

Déposée par Monsieur Ben Fayot (Chambre des Députés, Luxembourg)

Qualité : - Membre

Article III – 99

2. A cette fin :

a)

b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a ~~à i~~ à **k**, la loi-cadre européenne peut établir

Explication éventuelle :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-99

By Mr : Joschka Fischer

Status : Member

Artikel III-99 (ex-Artikel 137)

(1) Zur Verwirklichung der Ziele des [ex-Artikels 136] unterstützt und ergänzt die Union die Tätigkeit der Mitgliedstaaten auf folgenden Gebieten:

[...]

c) soziale Sicherheit und sozialer Schutz der Arbeitnehmer,

[...]

f) Vertretung und kollektive Wahrnehmung der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberinteressen, einschließlich der Mitbestimmung, vorbehaltlich des Absatzes 5,

g) Beschäftigungsbedingungen der Staatsangehörigen dritter Länder, die sich rechtmäßig im Gebiet der Union aufhalten,

[...]

(3) Abweichend von Absatz 2 werden in den in Absatz 1 Buchstabe c, f und g genannten Bereichen die Europäischen Gesetze oder Rahmengesetze vom Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Wirtschafts- und Sozialausschusses sowie des Ausschusses der Regionen einstimmig angenommen.

Explanation (if any) :

Angesichts der unterschiedlichen, historisch gewachsenen sozialen Sicherungssysteme sollten diese politisch wichtigen Bereiche entsprechend dem Acquis in der Einstimmigkeit verbleiben.

Dies gilt für den Bereich der Mitbestimmung (Buchstabe f) sowie für die Regelung des Zugangs von Drittstaatsangehörigen zum nationalen Arbeitsmarkt (Buchstabe g).

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : 99 (ex Art 137)

By Mr Hain

Status : - Member

1. *OK.*
 2. To this end:
 - (a) ~~a European law or framework law~~ the Union may establish measures designed to encourage cooperation between Member States through initiatives aimed at improving knowledge, developing exchanges of information and best practices, promoting innovative approaches and evaluating experiences, excluding any harmonisation of the laws and regulations of the Member States;
 - (b) *OK.*
 - 3 to 6. *OK.*
-

Explanation (if any) :

99.2a

The use of laws and framework laws is too narrow and inappropriate for these activities. There have been no Directives under the corresponding provisions in the current Treaty.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-99

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann

Status : - Member - ~~Alternate~~

Artikel III-99 (ex-Artikel 137)

(1) Zur Verwirklichung der Ziele des [Artikels III-98 (ex-136)] unterstützt und ergänzt die Union die Tätigkeit der Mitgliedstaaten auf folgenden Gebieten:

...

- f) Vertretung und kollektive Wahrnehmung der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberinteressen, einschließlich der Mitbestimmung, ~~vorbehaltlich des Absatzes 5,~~

...

(2) ...

~~(3) Abweichend von Absatz 2 werden in den in Absatz 1 Buchstaben c, d, f und g genannten Bereichen die Europäischen Gesetze oder Rahmengesetze vom Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Wirtschafts- und Sozialausschusses sowie des Ausschusses der Regionen einstimmig erlassen.~~

~~Der Rat kann auf Vorschlag der Kommission einen Europäischen Beschluss erlassen, wonach für Absatz 1 Buchstabe d, f und g das ordentliche Gesetzgebungsverfahren gilt. Er beschließt einstimmig nach Anhörung des Europäischen Parlaments.~~

(4) ...

(5) ...

~~(6) Dieser Artikel gilt nicht für das Arbeitsentgelt, das Koalitionsrecht, das Streikrecht sowie das Aussperrungsrecht.~~

Explanation (if any) :

Absatz 1 Buchstabe f:

Der Vorbehalt des Absatzes 5 gilt ausweislich seines Wortlauts für alle "aufgrund dieses Artikels erlassenen Europäischen Gesetze und Rahmengesetze".

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III - 99

Suggestion for protocol :

By Mr : Dick Roche

Status : - Member

Article III-99 (ex Article 137)

1. With a view to achieving the objectives of [Article III-98 (ex 136)], the Union shall support and complement the activities of the Member States in the following fields:

- (a) improvement in particular of the working environment to protect workers' health and safety;
- (b) working conditions;
- (c) social security and social protection of workers;
- (d) protection of workers where their employment contract is terminated;
- (e) the information and consultation of workers;
- (f) representation and collective defence of the interests of workers and employers, including co-determination, subject to paragraph 5;
- (g) conditions of employment for third-country nationals legally residing in Union territory;
- (h) the integration of persons excluded from the labour market, without prejudice to [Article III-178 (ex 150)];
- (i) equality between men and women with regard to labour market opportunities and treatment at work;
- (j) the combating of social exclusion;
- (k) the modernisation of social protection systems without prejudice to point (c).

2. To this end:

- (a) a European law or framework law may establish measures designed to encourage cooperation between Member States through initiatives aimed at improving knowledge, developing exchanges of information and best practices, promoting innovative approaches and evaluating experiences, excluding any harmonisation of the laws and regulations of the Member States;
- (b) in the fields referred to in paragraph 1(a) to (i), a European framework law may establish minimum requirements for gradual implementation, having regard to the conditions and

technical rules obtaining in each of the Member States. Such European framework law shall avoid imposing administrative, financial and legal constraints in a way which would hold back the creation and development of small and medium-sized undertakings.

In all cases, the European law or framework law shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

3. By way of derogation from paragraph 2, in the fields referred to in paragraph 1(c), (d), (f) and (g), the European law or framework law shall be adopted by the Council acting unanimously after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

The Council may, on a proposal from the Commission, adopt a European decision making the ordinary legislative procedure applicable to paragraph 1(d), (f) and (g) of this Article. It shall act unanimously after consulting the European Parliament.

4. A Member State may entrust management and labour, at their joint request, with the implementation of European framework laws adopted pursuant to paragraph 2.

In this case, it shall ensure that, no later than the date on which a European framework law must be transposed, management and labour have introduced the necessary measures by agreement, the Member State concerned being required to take any necessary measure enabling it at any time to be in a position to guarantee the results imposed by that framework law.

5. The European laws and framework laws adopted pursuant to this Article:

- (a) shall not affect the right of Member States to define the fundamental principles of their social security systems and must not significantly affect the financial equilibrium thereof;
- (b) shall not prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective measures compatible with the Constitution.

6. This Article shall not apply to pay, the right of association, the right to strike or the right to impose lock-outs.

Explanation (if any) : I strongly welcome the amendment of this article to return to what was agreed in the Treaty of Nice. The draft article now also reflects the minimum consensus agreed in the Working Group on Social Europe.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article:

III-99 (ex 137)

Déposée par Messieurs:

**Erwin Teufel, Peter Altmaier,
Joachim Wuermeling**

Qualité:

Membre / Suppléant

Texte du Praesidium

(1) Zur Verwirklichung der Ziele des [Artikels III-98 (ex-136)] unterstützt und ergänzt die Union die Tätigkeit der Mitgliedstaaten auf folgenden Gebieten:

a) Verbesserung insbesondere der Arbeitsumwelt zum Schutz der Gesundheit und der Sicherheit der Arbeitnehmer,

b) Arbeitsbedingungen,

c) soziale Sicherheit und sozialer Schutz der Arbeitnehmer,

d) Schutz der Arbeitnehmer bei Beendigung des Arbeitsvertrags,

e) Unterrichtung und Anhörung der Arbeitnehmer,

f) Vertretung und kollektive Wahrnehmung der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberinteressen, einschließlich der Mitbestimmung, vorbehaltlich des Absatzes 5,

g) Beschäftigungsbedingungen der Staats-

Amendement proposé

(1) Zur Verwirklichung der Ziele des [Artikels III-98 (ex-136)] unterstützt und ergänzt die Union die Tätigkeit der Mitgliedstaaten auf folgenden Gebieten:

a) Verbesserung insbesondere der Arbeitsumwelt zum Schutz der Gesundheit und der Sicherheit der Arbeitnehmer,

b) Arbeitsbedingungen,

c) soziale Sicherheit und sozialer Schutz der Arbeitnehmer,

d) Schutz der Arbeitnehmer bei Beendigung des Arbeitsvertrags,

e) Unterrichtung und Anhörung der Arbeitnehmer,

f) Vertretung und kollektive Wahrnehmung der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberinteressen, einschließlich der Mitbestimmung, vorbehaltlich des Absatzes 5,

g) Beschäftigungsbedingungen der Staats-

angehörigen dritter Länder, die sich rechtmäßig im Gebiet der Union aufhalten,

angehörigen dritter Länder, die sich rechtmäßig im Gebiet der Union aufhalten; **die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten, den Zugang von Staatsangehörigen dritter Länder zu ihrem Arbeitsmarkt zu regeln, bleibt unberührt;**

h) berufliche Eingliederung der aus dem Arbeitsmarkt ausgegrenzten Personen, unbeschadet des [Artikels III-178 (ex-150)],

h) berufliche Eingliederung der aus dem Arbeitsmarkt ausgegrenzten Personen, unbeschadet des [Artikels III-178 (ex-150)],

i) Chancengleichheit von Männern und Frauen auf dem Arbeitsmarkt und Gleichbehandlung am Arbeitsplatz,

i) Chancengleichheit von Männern und Frauen auf dem Arbeitsmarkt und Gleichbehandlung am Arbeitsplatz,

j) Bekämpfung der sozialen Ausgrenzung,

j) Bekämpfung der sozialen Ausgrenzung,

k) Modernisierung der Systeme des sozialen Schutzes, unbeschadet des Buchstabs c.

k) Modernisierung der Systeme des sozialen Schutzes, unbeschadet des Buchstabs c.

(7) Artikel III-98 Satz 4 gilt entsprechend.

Begründung:

Abs. 1

Die Zuständigkeit, den Arbeitsmarktzugang von Drittstaatsangehörigen zu regeln, muss den Mitgliedstaaten vorbehalten bleiben, da es sich hierbei um eine integrationspolitische Entscheidung des jeweiligen Mitgliedstaates handelt.

Abs. 7

Die Wahrung der in Artikel III-98 Satz 4 genannten Zuständigkeiten der Mitgliedstaaten ist auch

hier zu verankern.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : 99 (ex Article 137), part III of the Constitution

By Ms / Mr : Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Jari Vilén, Hannu Takkula and Esko Helle

Status : **Tiilikainen, Kiljunen, Vilén - Members**
 Peltomäki, Takkula and Helle - Alternates

Article III-99 (ex Article 137)

1. With a view to achieving the objectives of [Article III-98 (ex 136)], the Union shall support and complement the activities of the Member States in the following fields:
 - (a) improvement in particular of the working environment to protect workers' health and safety;
 - (b) working conditions;
 - (c) social security and social protection of workers;
 - (d) protection of workers where their employment contract is terminated, **excluding unemployment benefits**;
 - (e) the information and consultation of workers;
 - (f) representation and collective defence of the interests of workers and employers, including co-determination, subject to paragraph 5;
 - (g) conditions of employment for third-country nationals legally residing in Union territory, **including work permits**;
 - (h) the integration of persons excluded from the labour market, without prejudice to [Article III-178 (ex 150)];
 - (i) equality between men and women with regard to labour market opportunities and treatment at work;
 - (j) the combating of social exclusion;
 - (k) the modernisation of social protection systems without prejudice to point (c).
2. To this end:
 - (a) a European law or framework law may establish measures designed to encourage cooperation between Member States through initiatives aimed at improving knowledge, developing exchanges of information and best practices, promoting innovative approaches and

evaluating experiences, excluding any harmonisation of the laws and regulations of the Member States;

- (b) in the fields referred to in paragraph 1(a) to (i), a European framework law may establish minimum requirements for gradual implementation, having regard to the conditions and technical rules obtaining in each of the Member States. Such European framework law shall avoid imposing administrative, financial and legal constraints in a way which would hold back the creation and development of small and medium-sized undertakings.

In all cases, the European law or framework law shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

- 3. By way of derogation from paragraph 2, in the fields referred to in paragraph 1(c), ~~(d), (f) and (g)~~, the European law or framework law shall be adopted by the Council acting unanimously after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

The Council may, on a proposal from the Commission, adopt a European decision making the ordinary legislative procedure applicable to paragraph 1~~(d), (f) and (g)~~ of this Article. It shall act unanimously after consulting the European Parliament.

- 4. A Member State may entrust management and labour, at their joint request, with the implementation of European framework laws adopted pursuant to paragraph 2.

In this case, it shall ensure that, no later than the date on which a European framework law must be transposed, management and labour have introduced the necessary measures by agreement, the Member State concerned being required to take any necessary measure enabling it at any time to be in a position to guarantee the results imposed by that framework law.

- 5. The European laws and framework laws adopted pursuant to this Article:

- (a) shall not affect the right of Member States to define the fundamental principles of their social security systems and must not significantly affect the financial equilibrium thereof;
- (b) shall not prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective measures compatible with the Constitution.

- 6. This Article shall not apply to pay, the right of association, the right to strike or the right to impose lock-outs.

Explanation:

We are in favour of qualified majority voting in respect of Article III-99(1)(d) and (f). Unanimity requirement should only be maintained in respect of social security (Article III.99 (1)(c)) and work permits (Article III-99 (1)(g)).

If Article III-99 (ex Article 137) (1)(d) is to be transferred to qualified majority voting, a clarification is needed to ensure that unanimity will still be required in respect of unemployment

benefits, which should be understood as being a part of social security referred to in Article III-99 (1)(c). (Background information: Also unemployment benefits are covered by ILO Convention 158 on the termination of the employment.)

The legal basis for work permits is at present unclear and needs therefore to be clarified. According to the opinion of the Council Legal Service the present article 137 (1)(g) is the right legal basis for adopting provisions on work permits.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 99 (ex-article 137 TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Mme Pervenche Berès, Olivier Duhamel, Ben Fayot, Caspar Einem, Elena Paciotti, Linda McAvan, Luis Marinho, Maria Berger, Elio di Rupo, Vytenis Andriukaitis, Emilio Gabaglio, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Adrian Severin, Georgios Katiforis, Alain Lamassoure, Claudio Martini, Proinsias De Rossa

Qualité : - Membre

Article 99 (ex-article 137)

1. En vue de réaliser les objectifs visés à [l'article III-98 (ex-136)], l'Union soutient et complète l'action des États membres dans les domaines suivants:
 - a) l'amélioration, en particulier, du milieu de travail pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs;
 - b) les conditions de travail;
 - c) la sécurité sociale et la protection sociale des travailleurs **à l'exception de son financement et son organisation**;
 - d) la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail;
 - e) l'information et la consultation des travailleurs;
 - f) la représentation et la défense collective des intérêts des travailleurs et des employeurs, ~~y compris la cogestion~~, sous réserve du paragraphe 5;

~~g) — les conditions d'emploi des ressortissants des pays tiers se trouvant en séjour régulier sur le territoire de l'Union;~~

- h) l'intégration des personnes exclues du marché du travail, sans préjudice de [l'article III-178 (ex-150)];
- i) l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne leurs chances sur le marché du travail et le traitement dans le travail;
- j) la lutte contre l'exclusion sociale;
- k) la modernisation des systèmes de protection sociale, sans préjudice du point c).

2. À cette fin:

- a) la loi ou la loi-cadre européenne peut établir des mesures destinées à encourager la coopération entre États membres par le biais d'initiatives visant à améliorer les connaissances, à développer les échanges d'informations et de meilleures pratiques, à promouvoir des approches novatrices et à évaluer les expériences, à l'exclusion de toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des États membres;
- b) dans les domaines visés au paragraphe 1, points a) à i), la loi-cadre européenne peut établir des prescriptions minimales applicables progressivement, compte tenu des conditions et des réglementations techniques existant dans chacun des États membres. Cette loi-cadre européenne évite d'imposer des contraintes administratives, financières et juridiques telles qu'elles contrarieraient la création et le développement de petites et moyennes entreprises.

Dans tous les cas, la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~3. — Par dérogation au paragraphe 2, dans les domaines visés au paragraphe 1, points e), d), f) et g), la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

~~Le Conseil peut, sur proposition de la Commission, adopter une décision européenne pour rendre la procédure législative ordinaire applicable au paragraphe 1, points d), f) et g) du présent article. Il statue à l'unanimité après consultation du Parlement européen.~~

4. Un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des lois-cadres européennes adoptées en application du paragraphe 2.

Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une loi-cadre européenne doit être transposée, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord, l'État membre concerné devant prendre toute disposition nécessaire lui permettant d'être à tout moment en mesure de garantir les résultats imposés par ladite loi-cadre.

5. Les lois et lois-cadres européennes adoptées en vertu du présent article:

- a) ne portent pas atteinte à la faculté reconnue aux États membres de définir les principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale et ne doivent pas en affecter sensiblement l'équilibre financier;

- b) ne peuvent empêcher un État membre de maintenir ou d'établir des mesures de protection plus strictes compatibles avec la Constitution.

~~6. — Le présent article ne s'applique aux rémunérations, ni au droit d'association, ni au droit de grève, ni au droit de lock-out.~~

Explication éventuelle :

Tenant compte des conclusions du groupe de travail simplification, ainsi que du groupe Europe sociale il convient d'appliquer la procédure législative normale à tous les domaines prévues dans cet article. Conformément aux conclusions du groupe de travail Europe sociale nous proposons une meilleure définition du champ de l'action communautaire qui va de pair avec une généralisation de la procédure législative normale. La suppression du paragraphe 1.g se justifie du fait que cela est couvert par l'article III 163.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-99

By Ms / Mr : Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, Nagy

Status : - Member - Alternate

Artikel III-99

Article III-99 (ex Article 137)

1. With a view to achieving the objectives of [Article III-98 (ex 136)], the Union shall support and complement the activities of the Member States in the following fields:

- (a) improvement in particular of the working environment to protect workers' health and safety;
- (b) working conditions;
- (c) social security and social protection of workers;
- (d) protection of workers where their employment contract is terminated;
- (e) the information and consultation of workers;
- (f) representation and collective defence of the interests of workers and employers, including co-determination, subject to paragraph 5;
- (g) conditions of employment for third-country nationals legally residing in Union territory;
- (h) the integration of persons excluded from the labour market, without prejudice to [Article III-178 (ex 150)];
- (i) equality between men and women with regard to labour market opportunities and treatment at work;
- (j) the combating of social exclusion;
- (k) the modernisation of social protection systems without prejudice to point (c).

2. To this end:

- (a) a European law or framework law may establish measures designed to encourage cooperation between Member States through initiatives aimed at improving knowledge, developing exchanges of information and best practices, promoting innovative approaches and evaluating experiences, excluding any harmonisation of the laws and regulations of the Member States;
- (b) in the fields referred to in paragraph 1(a) to (i), a European framework law may establish minimum requirements for gradual implementation, having regard to the conditions and technical rules obtaining in each of the Member States. Such European framework law shall

avoid imposing administrative, financial and legal constraints in a way which would hold back the creation and development of small and medium-sized undertakings.

In all cases, the European law or framework law shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

~~3. By way of derogation from paragraph 2, in the fields referred to in paragraph 1(c), (d), (f) and (g), the European law or framework law shall be adopted by the Council acting unanimously after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.~~

~~The Council may, on a proposal from the Commission, adopt a European decision making the ordinary legislative procedure applicable to paragraph 1(d), (f) and (g) of this Article. It shall act unanimously after consulting the European Parliament.~~

4. A Member State may entrust management and labour, at their joint request, with the implementation of European framework laws adopted pursuant to paragraph 2.

In this case, it shall ensure that, no later than the date on which a European framework law must be transposed, management and labour have introduced the necessary measures by agreement, the Member State concerned being required to take any necessary measure enabling it at any time to be in a position to guarantee the results imposed by that framework law.

5. The European laws and framework laws adopted pursuant to this Article:

- (a) shall not affect the right of Member States to define the fundamental principles of their social security systems and must not significantly affect the financial equilibrium thereof;
- (b) shall not prevent any Member State from maintaining or introducing more stringent protective measures compatible with the Constitution.

~~6. This Article shall not apply to pay, the right of association, the right to strike or the right to impose lock-outs.~~

Explanation (if any) :

3. Decisions will become practically impossible by unanimity vote in a Union of 25.

6. Decisions concerning the right of association and the right to strike should be in line with the Charter of Fundamental Rights.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 99 (3)

Suggestion for Part: III

By Ms / Mr : **G.M. de Vries**
 T.J.A.M. de Bruijn

Status : **Member** **Alternate**

~~"3. By way of derogation from paragraph 2, in the fields referred to in paragraph 1 (c), (d), (f) and (g), the European law or framework law shall be adopted by the Council acting unanimously after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee."~~

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article: III-99

Déposée par Messieurs: Joachim Wuermeling, Peter Altmaier

Qualité:

suppléants

<i>Texte du Praesidium</i>	<i>Amendement proposé</i>
(1) Zur Verwirklichung der Ziele des [Artikels III-98 (ex-136)] unterstützt und ergänzt die Union die Tätigkeit der Mitgliedstaaten auf folgenden Gebieten:	(1) Zur Verwirklichung der Ziele des [Artikels III-98 (ex-136)] unterstützt und ergänzt die Union die Tätigkeit der Mitgliedstaaten auf folgenden Gebieten:
a) Verbesserung insbesondere der Arbeitsumwelt zum Schutz der Gesundheit und der Sicherheit der Arbeitnehmer,	a) Verbesserung insbesondere der Arbeitsumwelt zum Schutz der Gesundheit und der Sicherheit der Arbeitnehmer,
b) Arbeitsbedingungen,	b) Arbeitsbedingungen,
c) soziale Sicherheit und sozialer Schutz der Arbeitnehmer,	c) soziale Sicherheit und sozialer Schutz der Arbeitnehmer,
d) Schutz der Arbeitnehmer bei Beendigung des Arbeitsvertrags,	d) Schutz der Arbeitnehmer bei Beendigung des Arbeitsvertrags,
e) Unterrichtung und Anhörung der Arbeitnehmer,	e) Unterrichtung und Anhörung der Arbeitnehmer,
f) Vertretung und kollektive Wahrnehmung der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberinteressen, einschließlich der Mitbestimmung, vorbehaltlich des Absatzes 5,	f) Vertretung und kollektive Wahrnehmung der Arbeitnehmer- und Arbeitgeberinteressen, einschließlich der Mitbestimmung, vorbehaltlich des Absatzes 5,
g) Beschäftigungsbedingungen der Staatsangehörigen dritter Länder, die sich rechtmäßig im Gebiet der Union aufhalten,	g) Beschäftigungsbedingungen der Staatsangehörigen dritter Länder, die sich rechtmäßig im Gebiet der Union aufhalten,
h) berufliche Eingliederung der aus dem Arbeitsmarkt ausgegrenzten Personen, unbeschadet des [Artikels III-178 (ex-150)],	h) berufliche Eingliederung der aus dem Arbeitsmarkt ausgegrenzten Personen, unbeschadet des [Artikels III-178 (ex-150)],
i) Chancengleichheit von Männern und Frauen auf dem Arbeitsmarkt und Gleichbehandlung am Ar-	i) Chancengleichheit von Männern und Frauen auf dem Arbeitsmarkt und Gleichbehandlung am Ar-

beitsplatz,	beitsplatz,
j) Bekämpfung der sozialen Ausgrenzung,	j) Bekämpfung der sozialen Ausgrenzung,
k) Modernisierung der Systeme des sozialen Schutzes, unbeschadet des Buchstabens c.	k) Modernisierung der Systeme des sozialen Schutzes, unbeschadet des Buchstabens c.
(2) Zu diesem Zweck können:	(2) Zu diesem Zweck können:
a) Maßnahmen, die dazu bestimmt sind, die Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten durch Initiativen zu fördern, die die Verbesserung des Wissensstandes, die Entwicklung des Austausches von Informationen und bewährten Verfahren, die Förderung innovativer Ansätze und die Bewertung von Erfahrungen zum Ziel haben, unter Ausschluss jeglicher Harmonisierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten, durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze festgelegt werden;	a) Maßnahmen, die dazu bestimmt sind, die Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten durch Initiativen zu fördern, die die Verbesserung des Wissensstandes, die Entwicklung des Austausches von Informationen und bewährten Verfahren, die Förderung innovativer Ansätze und die Bewertung von Erfahrungen zum Ziel haben, unter Ausschluss jeglicher Harmonisierung der Rechts- und Verwaltungsvorschriften der Mitgliedstaaten, durch Europäische Gesetze oder Rahmengesetze festgelegt werden;
b) in den in Absatz 1 Buchstaben a bis i genannten Bereichen unter Berücksichtigung der in den einzelnen Mitgliedstaaten bestehenden Bedingungen und technischen Regelungen Mindestvorschriften, die schrittweise anzuwenden sind, durch Europäische Rahmengesetze festgelegt werden. Diese Europäischen Rahmengesetze sollen keine verwaltungsmäßigen, finanziellen oder rechtlichen Auflagen vorschreiben, die der Gründung und Entwicklung von kleinen und mittleren Unternehmen entgegenstehen.	b) in den in Absatz 1 Buchstaben a bis i genannten Bereichen unter Berücksichtigung der in den einzelnen Mitgliedstaaten bestehenden Bedingungen und technischen Regelungen Mindestvorschriften, die schrittweise anzuwenden sind, durch Europäische Rahmengesetze festgelegt werden. Diese Europäischen Rahmengesetze sollen keine verwaltungsmäßigen, finanziellen oder rechtlichen Auflagen vorschreiben, die der Gründung und Entwicklung von kleinen und mittleren Unternehmen entgegenstehen.
In allen Fällen werden die Europäischen Gesetze oder Rahmengesetze nach Anhörung des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses erlassen.	In allen Fällen werden die Europäischen Gesetze oder Rahmengesetze nach Anhörung des Ausschusses der Regionen und des Wirtschafts- und Sozialausschusses erlassen.
(3) Abweichend von Absatz 2 werden in den in Absatz 1 Buchstaben c, d, f und g genannten Bereichen die Europäischen Gesetze oder Rah-	(3) Abweichend von Absatz 2 werden in den in Absatz 1 Buchstaben c, d, f und g genannten Bereichen die Europäischen Gesetze oder Rahmengesetze vom Rat nach Anhörung

<p>mengesetze vom Rat nach Anhörung des Europäischen Parlaments, des Wirtschafts- und Sozialausschusses sowie des Ausschusses der Regionen einstimmig erlassen.</p> <p>Der Rat kann auf Vorschlag der Kommission einen Europäischen Beschluss erlassen, wonach für Absatz 1 Buchstabe d, f und g das ordentliche Gesetzgebungsverfahren gilt. Er beschließt einstimmig nach Anhörung des Europäischen Parlaments.</p> <p>(4) Ein Mitgliedstaat kann den Sozialpartnern auf deren gemeinsamen Antrag die Durchführung von aufgrund des Absatzes 2 erlassenen Europäischen Rahmengesetzen übertragen.</p> <p>In diesem Fall vergewissert sich der Mitgliedstaat, dass die Sozialpartner spätestens zu dem Zeitpunkt, zu dem ein Europäisches Rahmengesetz umgesetzt sein muss, im Wege einer Vereinbarung die erforderlichen Vorkehrungen getroffen haben; dabei hat der Mitgliedstaat alle erforderlichen Bestimmungen zu erlassen, um jederzeit gewährleisten zu können, dass die durch dieses Rahmengesetz vorgeschriebenen Ergebnisse erzielt werden.</p> <p>(5) Die aufgrund dieses Artikels erlassenen Europäischen Gesetze und Rahmengesetze</p> <p>a) berühren nicht die anerkannte Befugnis der Mitgliedstaaten, die Grundprinzipien ihres Systems der sozialen Sicherheit festzulegen, und dürfen das finanzielle Gleichgewicht dieser Systeme nicht erheblich beeinträchtigen;</p> <p>b) hindern die Mitgliedstaaten nicht daran, strengere Schutzmaßnahmen beizubehalten oder zu erlassen, die mit der Verfassung vereinbar sind.</p> <p>(6) Dieser Artikel gilt nicht für das Arbeitsentgelt, das Koalitionsrecht, das Streikrecht sowie das Aussperrungsrecht.</p>	<p>des Europäischen Parlaments, des Wirtschafts- und Sozialausschusses sowie des Ausschusses der Regionen einstimmig erlassen.</p> <p>Der Rat kann auf Vorschlag der Kommission einen Europäischen Beschluss erlassen, wonach für Absatz 1 Buchstabe d, f und g das ordentliche Gesetzgebungsverfahren gilt. Er beschließt einstimmig nach Anhörung des Europäischen Parlaments.</p> <p>(4) Ein Mitgliedstaat kann den Sozialpartnern auf deren gemeinsamen Antrag die Durchführung von aufgrund des Absatzes 2 erlassenen Europäischen Rahmengesetzen übertragen.</p> <p>In diesem Fall vergewissert sich der Mitgliedstaat, dass die Sozialpartner spätestens zu dem Zeitpunkt, zu dem ein Europäisches Rahmengesetz umgesetzt sein muss, im Wege einer Vereinbarung die erforderlichen Vorkehrungen getroffen haben; dabei hat der Mitgliedstaat alle erforderlichen Bestimmungen zu erlassen, um jederzeit gewährleisten zu können, dass die durch dieses Rahmengesetz vorgeschriebenen Ergebnisse erzielt werden.</p> <p>(5) Die aufgrund dieses Artikels erlassenen Europäischen Gesetze und Rahmengesetze</p> <p>a) berühren nicht die anerkannte Befugnis der Mitgliedstaaten, die Grundprinzipien ihres Systems der sozialen Sicherheit festzulegen, und dürfen das finanzielle Gleichgewicht dieser Systeme nicht erheblich beeinträchtigen;</p> <p>b) hindern die Mitgliedstaaten nicht daran, strengere Schutzmaßnahmen beizubehalten oder zu erlassen, die mit der Verfassung vereinbar sind.</p> <p>(6) Dieser Artikel gilt nicht für das Arbeitsentgelt, das Koalitionsrecht, das Streikrecht sowie das Aussperrungsrecht. <u>Beschlüsse nach Abs. 1, lit. g lassen die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten zur Re-</u></p>
--	---

	<u>gelung des Zugangs zu ihrem jeweiligen Arbeitsmarkt unberührt.</u>
--	---

Begründung:

1. Die sozialpolitischen Maßnahmen der Union müssen die sozialpolitischen Zuständigkeiten der Mitgliedstaaten achten. Gemeinschaftsweite Regelungen sind nötig zur Gewährleistung von Freizügigkeit und Mobilität. Im übrigen können Mindeststandards zur Bewahrung des sozialen Friedens beitragen und daher im gemeinschaftlichen Interesse liegen.

Sozialpolitik spiegelt jedoch vor allem die traditionelle Vielfalt der sozialen Sicherungssysteme und die unterschiedlichen Bedingungen in den Mitgliedstaaten wider. Sie muss sich an der jeweiligen nationalen Volkswirtschaft orientieren. Sozialpolitik ist ein wesentliches Element der Wettbewerbsfähigkeit der Mitgliedstaaten. EU-Vorgaben würden zudem in die Eigenverantwortlichkeit der Mitgliedstaaten zur Finanzierung ihrer Sozialstandards eingreifen.

2. Sozialpolitische Vorgaben nach Art. I-99 Abs. I, lit. g müssen das Recht der Mitgliedstaaten unberührt lassen, zu Zugang zu ihrem Arbeitsmarkt selbst zu regeln.

3. Es wird daran erinnert, dass auch in der Konventsarbeitsgruppe zur Sozialpolitik kein Konsens für eine Ausdehnung von Mehrheitsentscheidungen zu Stande gekommen war.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article: III – 98 -A

By Mr :

Alberto Costa - Member

Guilherme d'Oliveira Martins - Alternate

Article III-98-A

1. The Union and the Member States shall work towards common European goals regarding social protection and social inclusion by adopting common guidelines or objectives, timetables and indicators and by organizing exchange of best practices, reporting and monitoring.
2. The European Council shall periodically consider the Union situation regarding social protection and social inclusion and adopt conclusions on the basis of a joint report by the Council and the Commission.
3. On the basis of these conclusions, the Council, acting on a proposal from the Commission and after consulting the European Parliament, shall adopt common guidelines or objectives which the Member States will take into account in their policies.
4. Each Member State will provide a periodic report on its principal measures in order to underpin an exchange of best practices and a peer review. On the basis of the joint report mentioned in 2., the Council shall periodically carry out a monitoring of the implementation of these common guidelines or objectives.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III - 101 (ex article 139)

Déposée par M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre

Article III -101 (ex-article 139)

1. Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau de l'Union peut conduire, si ces derniers le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.

2.. Une loi européenne peut fixer les règles afférentes à la procédure de négociation des accords entre les partenaires sociaux, notamment en vue d'assurer que les partenaires sociaux parties aux accords représentent l'ensemble des intérêts affectés par ceux-ci.

3. La mise en œuvre des accords conclus au niveau de l'Union intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux États membres, soit, dans les matières relevant de [l'ex-article 137], à la demande conjointe des parties signataires, par un règlement ou une décision européen adoptés par le ~~du~~ Conseil sur proposition de la Commission. **La Commission en informe sans délai le Parlement européen.**

Les accords ainsi mis en œuvre par un règlement ou une décision produisent, selon les cas, les mêmes effets qu'une loi ou qu'une loi-cadre européenne.

~~Lorsque l'accord en question contient une ou plusieurs dispositions relatives à l'un des domaines visés à l'ex article 137, paragraphe 1, point c), le Conseil statue à l'unanimité.~~

AMENDMENT FORM

Suggestion for : Amendment of Article III-102

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Amendment : Art. III-102

Add at the end after ‘the Economic and Social Committee’:

“and the European Social Partners”

Explanation (if any) :

The amendment is aimed at strengthening the role of the social partners (Article I-47) via consultation in all fields of social policy.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : Article III-106

By Mr Proinsias De Rossa

Status : - Member

Part Three, Section 2, Social Policy

Add Article III-106(bis) as follows:

In the promotion of co-operation on social protection policies the contribution of the Open Method of Co-ordination, for example in areas such as social inclusion, pensions and access to health care is recognised.

Explanation (if any) :

The Open Method of Co-ordination has an established and positive role in the development of the Union's social policies.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 106 (ex-article 144 TCE)

Déposée par M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier membre suppléant de la Convention

Qualité : - Membre

après l'article 106 : insérer un nouvel article 106 (bis)

article III. 106 (bis) nouveau

**Dans les domaines visés à l'article III. 99, paragraphe 1, points (j) et (k),
le Conseil, sur la base des conclusions du Conseil européen,
sur proposition de la Commission qui prend en compte l'avis du Comité de la protection sociale, et après consultation du Parlement européen, des partenaires sociaux et du Comité de la protection sociale,**

- adopte des objectifs communs et des indicateurs communs,**
- élabore, le cas échéant, des lignes directrices dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques,**
- adopte des rapports sur la mise en œuvre de ce processus de coopération.**

Explication éventuelle :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 106 (bis- nouvel article) (ex-article 144 TCE)

Déposée par Madame Anne Van Lancker, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning-Schmidt, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Beres, Maria Berger, Caspar Einem

Qualité : - Membre

après l'article 106 : insérer un nouvel article 106 (bis)

article III. 106 (bis) nouveau

*Dans les domaines visés à l'article III. 99, paragraphe 1, points (j) et (k),
le Conseil,*

sur la base des conclusions du Conseil européen,

sur proposition de la Commission qui prend en compte l'avis du Comité de la protection sociale, et après consultation du Parlement européen, des partenaires sociaux et du Comité de la protection sociale,

- adopte des objectifs communs et des indicateurs communs,

- élabore, le cas échéant, des lignes directrices dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques,

- adopte des rapports sur la mise en œuvre de ce processus de coopération.

Les résultats de ce processus seront incorporés dans les Grandes orientations des politiques économiques.

Explication éventuelle :

La Constitution prévoit la coordination des politiques économiques, de l'emploi et sociales à l'article 11 et 14. Les procédures concrètes en ce qui concerne la coordination des politiques économiques, ainsi que celles des politiques de l'emploi sont déjà décrites dans la troisième partie (acquis de Maastricht et de Amsterdam) et font donc parti de l'acquis formel de l'Union. Cela n'est pas le cas pour la coordination des politiques sociales, qui s'est développé dans les faits lors des sommets succédant le Sommet de Lisbonne. Pour assurer sa continuité, il conviendrait de formaliser cette méthode de coordination dans la partie 3 de la Constitution.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article III-98

By Mr Proinsias De Rossa

Status : - Member

Final section of first paragraph:

...the development of human resources with a view to **full employment** and the combating of exclusion.

Explanation (if any) :

To bring the Article into line with the stated Objective of full employment in Article I -3.

AMENDMENT FORM

Suggestion for : Part III

Suggestion for amendment of Article : III-98

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Amendment : Art. III-98 para. 1

Replace:

At the end “high” with “full” (employment)

Explanation (if any) :

This is a consequence of the full employment objective of the Union (Article 1-3 para. 3)

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'article III. 98 (ex-article 136 TCE)

Déposée par Sylvia - Yvonne Kaufmann, Anne Van Lancker, Emilio Gabaglio, Roger Briesch, Olivier Duhamel, Helle Thorning- Schmidt, Carlos Carnero - Gonzalez, Ben Fayot, Ornella Paciotti, Pervenche Beres, Linda Mc Avan, Maria Berger, Caspar Einem, Elio Di Rupo

Qualité :

Article III. 98 (ex-article 136)

L'Union et les États membres, conscients des droits sociaux fondamentaux, tels que ceux énoncés dans la Charte sociale européenne signée à Turin le 18 octobre 1961 et dans la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs de 1989, ont pour objectifs la promotion de l'emploi, l'amélioration des conditions de vie et de travail, permettant leur égalisation dans le progrès, une protection sociale adéquate, le dialogue social, le développement des ressources humaines permettant ~~un niveau d'emploi élevé et~~ le plein emploi durable et la lutte contre les exclusions.

À cette fin, l'Union et les États membres agissent en tenant compte de la diversité des pratiques nationales, en particulier dans le domaine des relations conventionnelles, ainsi que de la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie de l'Union.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché intérieur, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par la Constitution et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.

Explication éventuelle :

En introduisant le concept du "plein emploi" dans la première partie de la Constitution, il convient par souci de cohérence de reprendre ce même concept tout au long de la Constitution.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : Art. III-98

Suggestion for protocol :

By Mr : Valdo Spini

Status : - Alternate

Articolo III-98 (ex articolo 136)

L'Unione e gli Stati membri, tenuti presenti i diritti sociali fondamentali, quali quelli definiti nella Carta sociale europea firmata a Torino il 18 ottobre 1961 e nella Carta comunitaria dei diritti sociali fondamentali dei lavoratori del 1989, hanno come obiettivi la promozione dell'occupazione, il miglioramento delle condizioni di vita e di lavoro, che consenta la loro parificazione nel progresso, una protezione sociale adeguata, il dialogo sociale, lo sviluppo delle risorse umane atto a consentire un livello occupazionale elevato e duraturo, e la lotta contro l'emarginazione, **la promozione delle forme associative e della cooperazione a carattere di mutualità e senza fini di lucro.**

A tal fine, l'Unione e gli Stati membri agiscono tenendo conto della diversità delle prassi nazionali, in particolare nelle relazioni contrattuali, e della necessità di mantenere la competitività dell'economia dell'Unione.

Essi ritengono che una tale evoluzione risulterà sia dal funzionamento del mercato interno, che favorirà l'armonizzarsi dei sistemi sociali, sia dalle procedure previste dalla Costituzione e dal ravvicinamento delle disposizioni legislative, regolamentari e amministrative.

Explanation (if any) :

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article:	III-98 (ex 136)
Déposée par Monsieur:	Erwin Teufel
Qualité:	Membre

Texte du Praesidium

Die Union und die Mitgliedstaaten verfolgen eingedenk der sozialen Grundrechte, wie sie in der am 18. Oktober 1961 in Turin unterzeichneten Europäischen Sozialcharta und in der Gemeinschaftscharta der sozialen Grundrechte der Arbeitnehmer von 1989 festgelegt sind, folgende Ziele: die Förderung der Beschäftigung, die Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen, um dadurch auf dem Wege des Fortschritts ihre Angleichung zu ermöglichen, einen angemessenen sozialen Schutz, den sozialen Dialog, die Entwicklung des Arbeitskräftepotenzials im Hinblick auf ein dauerhaft hohes Beschäftigungsniveau und die Bekämpfung von Ausgrenzungen.

Zu diesem Zweck tragen die Union und die Mitgliedstaaten bei ihrer Tätigkeit der Vielfalt der einzelstaatlichen Gepflogenheiten, insbesondere in den vertraglichen Beziehungen, sowie der Notwendigkeit, die Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft der Union zu erhalten, Rechnung.

Sie sind der Auffassung, dass sich eine solche Entwicklung sowohl aus dem eine Abstimmung der Sozialordnungen begünstigenden Wirken des Binnenmarktes als auch aus den in der Verfas-

Amendement proposé

Die Union und die Mitgliedstaaten verfolgen eingedenk der sozialen Grundrechte, wie sie in der am 18. Oktober 1961 in Turin unterzeichneten Europäischen Sozialcharta und in der Gemeinschaftscharta der sozialen Grundrechte der Arbeitnehmer von 1989 festgelegt sind, folgende Ziele: die Förderung der Beschäftigung, die Verbesserung der Lebens- und Arbeitsbedingungen, um dadurch auf dem Wege des Fortschritts ihre Angleichung zu ermöglichen, einen angemessenen sozialen Schutz, den sozialen Dialog, die Entwicklung des Arbeitskräftepotenzials im Hinblick auf ein dauerhaft hohes Beschäftigungsniveau und die Bekämpfung von Ausgrenzungen.

Zu diesem Zweck tragen die Union und die Mitgliedstaaten bei ihrer Tätigkeit der Vielfalt der einzelstaatlichen Gepflogenheiten, insbesondere in den vertraglichen Beziehungen, sowie der Notwendigkeit, die Wettbewerbsfähigkeit der Wirtschaft der Union zu erhalten, Rechnung.

Sie sind der Auffassung, dass sich eine solche Entwicklung sowohl aus dem eine Abstimmung der Sozialordnungen begünstigenden Wirken des Binnenmarktes als auch aus den in der Verfas-

sung vorgesehenen Verfahren sowie aus der Angleichung ihrer Rechts- und Verwaltungsvorschriften ergeben wird.

sung vorgesehenen Verfahren sowie aus der Angleichung ihrer Rechts- und Verwaltungsvorschriften ergeben wird.

Die Zuständigkeit der Mitgliedstaaten für Organisation, Finanzierung und Leistungen der sozialen Sicherungssysteme, insbesondere in den Bereichen Kranken-, Renten-, Unfall-, Arbeitslosen- und Pflegeversicherung, sowie für die Sozialhilfe bleibt unberührt.

Begründung:

In den Sozialvorschriften muss deutlich zum Ausdruck kommen, dass die sozialen Sicherungssysteme und die Sozialhilfe in den Zuständigkeitsbereich der Mitgliedstaaten fallen.

AMENDMENT FORM

Suggestion for : Amendment of Article 98

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Further Amendment : Art. III-98

Para. 1

Add after ‘the promotion of’:

“full” (employment)

Explanation (if any) :

This amendment should bring this provision more into line with Article I-3 para. 3 (objectives of the Union).

AMENDMENT FORM

Suggestion for : Amendment of Article III-98

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Amendment : Art. III-98

Para. 2a (new)

Insert a new paragraph 2a:

The Union and the Member States shall foster cooperation with third countries and the competent international organisations in the sphere of social policy, in particular the International Labour Organisation and the Council of Europe.

Explanation (if any) :

As in other policy fields the Union should foster cooperation with the competent international organisations in the social policy field, i.e. the International Labour Organisation as well as the Council of Europe in respect of the European Social Charter (see paragraph 1).

AMENDMENT FORM

Suggestion for : Part III

Suggestion for amendment of Article : III-99 para. 6

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Amendment : Art. III-99 para. 6

This paragraph should be deleted

Explanation (if any) :

This paragraph is no longer needed. The competences remain with Member States as long as they are not conferred expressly in the Constitution to the Union (see Article III-9 para. 2).

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : III-99

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

Article III –99 (ex-article 137)

Supprimer le paragraphe 3

~~3. — Par dérogation au paragraphe 2, dans les domaines visés au paragraphe 1, point c), la loi ou la loi-cadre européenne est adoptée par le Conseil statuant à l'unanimité, après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

Explication éventuelle :

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-100

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Part III

Amendment : Art. III-100 paras. 1,2,3 and 4

Para. 1

Insert at the end:

“respecting their autonomy”

Paras. 1, 2, 3 and 4:

Replace:

“management and labour”

With:

“the social partners”

Explanation (if any) :

In order to bring the formulations into line with the social partners’ provision (Article I-47)

- the respect of the autonomy of the social partners is stressed and
- “management and labour” is replaced by “the social partners”.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-101

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Article III-101 (ex-article 139) (accords entre partenaires sociaux)

1. Le dialogue entre partenaires sociaux au niveau de l'Union peut conduire, si ces derniers le souhaitent, à des relations conventionnelles, y compris des accords.
2. La mise en œuvre des accords conclus au niveau de l'Union intervient soit selon les procédures et pratiques propres aux partenaires sociaux et aux États membres, soit, dans les matières relevant de [l'article III-99 (ex-137)], à la demande conjointe des parties signataires, par une décision européenne adoptée par le Conseil sur proposition de la Commission.

~~Lorsque l'accord en question contient une ou plusieurs dispositions relatives à l'un des domaines visés à l'[article III-99 (ex-137), paragraphe 1, points e), d), f) et g)], le Conseil statue à l'unanimité.~~

Explication :

Comme pour l'article III-99, il convient d'écarter le recours à l'unanimité dans le domaine de politique sociale. Cela vaut en particulier pour l'article III-101, qui constitue la base juridique pour décider de la mise en œuvre d'accords conclus entre les partenaires sociaux. Il n'existe aucune raison de maintenir l'unanimité, même si la Convention devait retenir le maintien de l'unanimité pour un domaine visé par l'article III-99. En l'espèce, en effet, il ne s'agit pas de mesures décidées par les institutions de l'Union, mais par les partenaires sociaux. La décision du Conseil ne concerne que la mise en œuvre de l'accord conclu par les partenaires sociaux au niveau de l'Union.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendement of Article III – 101.2

By Mr Proinsias De Rossa

Status : - Member

Article III – 101.2

Delete second paragraph of 101.2

Explanation (if any) :

To extend QMV and co-decision to all agreements referred to.

AMENDMENT FORM

Part III - Chapter III: Policies in other specific areas - Section 2 : Social Policy

Suggestion for amendment of Article : III-101

By Members: Mr Andrew Duff

Article III-101 (ex Article 139)

1. Should management and labour so desire, the dialogue between them at Union level may lead to contractual relations, including agreements.
2. Agreements concluded at Union level shall be implemented either in accordance with the procedures and practices specific to management and labour and the Member States or, in matters covered by [ex Article 137], at the joint request of the signatory parties, by a European decision adopted by ~~the council on a proposal from~~ the Commission. ***The agreement will not be implemented if either the Council or the European Parliament rejects it.***

Where the agreement in question contains one or more provisions relating to one of the areas referred to in [points (c), (d), (f) and (g) of Article III-99(1) (ex 137(1))], the Council shall act unanimously.

Explanation:

The decision should be adopted by the Commission subject to the normal call-back procedure. The European Parliament should have exactly the same rights as its legislative partner the Council in assessing the agreement reached by the social partners, and if necessary rejecting it.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-101

By Mr Fischer

Status : Member

Artikel III-101 (ex-Artikel 139)

(1) Der Dialog zwischen den Sozialpartnern auf Unionsebene kann, falls sie es wünschen, zur Herstellung vertraglicher Beziehungen, einschließlich des Abschlusses von Vereinbarungen, führen.

(2) Die Durchführung der auf Unionsebene geschlossenen Vereinbarungen erfolgt entweder nach den jeweiligen Verfahren und Gepflogenheiten der Sozialpartner und der Mitgliedstaaten oder - in den durch [Art. III-99 (ex-Artikel 137)] erfassten Bereichen - auf gemeinsamen Antrag der Unterzeichnerparteien durch einen Europäischen Beschluss*, der vom Rat auf Vorschlag der Kommission angenommen wird.

Enthält die betreffende Vereinbarung eine oder mehrere Bestimmungen betreffend einen der in Art. III-99 Abs. 1 (ex-Artikel 137 Absatz 1) Buchstabe c, d, f und g genannten Bereiche, so beschließt der Rat einstimmig.

Explanation (if any) :

* Art. 139 Absatz 2 EGV sah die Umsetzung der Sozialpartnerabkommen durch "Beschluss" vor, was in der Praxis regelmäßig durch Richtlinien erfolgte. Diese Möglichkeit der Umsetzung sollte beibehalten werden. Sie wäre auch systematisch korrekt: bei den Sozialpartnerabkommen handelt es sich nicht um Legislativakte, die durch Durchführungsbestimmungen umgesetzt werden können.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-101

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Part III

Amendment : Art. III-101 paras. 1 and 2

Paras. 1 and 2:

Replace:

“management and labour”

With:

“the social partners”

Para. 2:

Subparagraph 1:

Replace:

“by a European **decision** adopted by the Council on a proposal from the Commission”

With:

“by a European **framework law** adopted by the Council on a proposal from the Commission **after consultation of the European Parliament**”

Replace:

“in paragraph 1(c), (d), (f) and (g)”

With:

“in paragraph 1(c) **and (f)**”

Explanation (if any) :

Paragraphs 1 and 2: In order to reflect the language used in the social partners’ provision (Article I-47) ‘management and labour’ is replaced by “the social partners”.

Paragraph 2: Following the actual practice, framework agreements should be implemented via European framework laws adopted in the ‘special legislative procedure’ by the Council with the participation of the European Parliament (Article I-33 para. 2).

For a further explanation in respect of unanimity requirement see the explanation concerning Article III-99 para. 3.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : 101 (ex Art 139)

By Mr Hain

Status : - Member

1. OK.
2. Agreements concluded at Union level shall be implemented either in accordance with the procedures and practices specific to management and labour and the Member States or, in matters covered by [Article III-99 (ex 137)], at the joint request of the signatory parties, by a ~~European decision~~ framework law adopted by the Council on a proposal from the Commission.

Where the agreement in question contains one or more provisions relating to one of the areas referred to in [points (c), (d), (f) and (g) of Article III-99(1) (ex 137(1))], the Council shall act unanimously.

Explanation (if any) :

101.2

These changes reflect the current position. Social partner agreements traditionally set frameworks. They are rarely intended to be directly applicable and are not drafted in a form to be binding in their entirety, since they have to take account of different contractual systems.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-101

By Ms / ~~Mr~~ : Dr. Sylvia-Yvonne Kaufmann

Status : - Member - ~~Alternate~~

Artikel III-101 (ex-Artikel 139)

(1) Der Dialog zwischen den Sozialpartnern auf Unionsebene kann, falls sie es wünschen, zur Herstellung vertraglicher Beziehungen, einschließlich des Abschlusses von Vereinbarungen, führen.

(2) Die Durchführung der auf Unionsebene geschlossenen Vereinbarungen erfolgt entweder nach den jeweiligen Verfahren und Gepflogenheiten der Sozialpartner und der Mitgliedstaaten oder - in den durch [Artikel III-99 (ex-137)] erfassten Bereichen - auf gemeinsamen Antrag der Unterzeichnerparteien durch ~~einen Europäischen Beschluss~~ **eine Europäische Verordnung**, die vom Rat auf Vorschlag der Kommission **nach Zustimmung des Europäischen Parlaments** angenommen wird.

~~Enthält die betreffende Vereinbarung eine oder mehrere Bestimmungen betreffend einen der in [Artikel III-99 (ex-137) Absatz 1 Buchstaben c, d, f und g genannten Bereiche, so beschließt der Rat einstimmig~~

Explanation (if any) :

Die Vereinbarungen der Sozialpartner können nicht wirksam mit dem Mittel des Beschlusses durchgeführt werden. Dazu bedarf es eines Rechtsaktes von allgemeiner Geltung. Zudem dürfen solche Vereinbarungen keinesfalls gegen den Willen des Europäischen Parlaments Verordnungswirkung erhalten.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : 101 (ex Article 139), part III of the Constitution

By Ms / Mr : Teija Tiilikainen, Antti Peltomäki, Kimmo Kiljunen, Jari Vilén, Hannu Takkula and Esko Helle

**Status : Tiilikainen, Kiljunen, Vilén - Members
Peltomäki, Takkula and Helle - Alternates**

Article III-101 (ex Article 139)

1. Should management and labour so desire, the dialogue between them at Union level may lead to contractual relations, including agreements.
2. Agreements concluded at Union level shall be implemented either in accordance with the procedures and practices specific to management and labour and the Member States or, in matters covered by [Article III-99 (ex 137)], at the joint request of the signatory parties, by a European decision adopted by the Council on a proposal from the Commission.

Where the agreement in question contains one or more provisions relating to one of the areas referred to in [points (c), ~~(d)~~, ~~(f)~~ and (g) of Article III-99(1) (ex 137(1))], the Council shall act unanimously.

Explanation:

The proposed amendment reflects our amendment to Article III-99(3). We are also in favour of qualified majority voting in matters falling under Article III-99(1)(d) and (f). Unanimity requirement should only be maintained in respect of social security (Article III-99 (1)(c)) and work permits (Article III-99 (1)(g)).

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-101

By Ms / Mr : Voggenhuber, Wagener, Lichtenberger, Nagy

Status : - Member - Alternate

Artikel III-101

Article III-101 (ex Article 139)

1. Should management and labour so desire, the dialogue between them at Union level may lead to contractual relations, including agreements.
2. Agreements concluded at Union level shall be implemented either in accordance with the procedures and practices specific to management and labour and the Member States or, in matters covered by [Article III-99 (ex 137)], at the joint request of the signatory parties, by a European decision adopted by the Council on a proposal from the Commission.

~~Where the agreement in question contains one or more provisions relating to one of the areas referred to in [points (c), (d), (f) and (g) of Article III-99(1) (ex 137(1))], the Council shall act unanimously.~~

Explanation (if any) :

Self-explanatory : in line with amendment to Article III-99

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article 101

Suggestion for Part: III

By Ms / Mr : **G.M. de Vries**
 T.J.A.M. de Bruijn

Status : **Member** **Alternate**

2. Agreements concluded at Union level shall be implemented either in accordance with the procedures and practices specific to management and labour and the Member States or, in matters covered by [Article III-99 (ex 137)], at the joint request of the signatory parties, by a European ~~decision~~ framework law adopted by the Council on a proposal from the Commission.

When the agreement in question contains one or more provisions relating to on of the areas referred to in [points (c), (d), (f) and (g) of Article III-99(1) (ex 137(1))], the Council shall act unanimously.

FICHE AMENDEMENT 18

CHAPITRE I : MARCHÉ INTÉRIEUR

III EME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

SECTION 2 : POLITIQUE SOCIALE

Proposition d'amendement pour l'article III-103

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

Ajouter au paragraphe 3 :

3. La loi ou la loi-cadre européenne établit les mesures visant à assurer l'application du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes en matière d'emploi et de travail, y compris le principe de l'égalité des rémunérations pour un même travail ou un travail de même valeur. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

Explication éventuelle :

Le traité CE dans sa forme actuelle prévoit la consultation du Comité économique et social, mais pas celle du Comité des régions. A défaut d'une clause générale prévoyant la consultation du Comité des Régions dans la procédure législative, il faut donc veiller à compléter cette base légale.

AMENDMENT FORM

Suggestion for amendment of Article : III-103

By Mr : Emilio GABAGLIO

Status : Observer

Part III

Amendment : Art. III-103 para. 3

Replace at the end:

“and the Economic and Social Committee”

With:

“,the Economic and Social Committee and the social partners”

Explanation (if any) :

The consultation of the social partners should be provided for explicitly in order to bring this provision better into line with Article I-47 (promotion of the role of the social partners).

FICHE AMENDEMENT 19

CHAPITRE I : MARCHÉ INTÉRIEUR

III ÈME PARTIE : LES POLITIQUES ET LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION

TITRE III : POLITIQUES ET ACTIONS INTERNES

CHAPITRE III : POLITIQUES DANS D'AUTRES DOMAINES SPECIFIQUES

SECTION 2 : POLITIQUE SOCIALE

Proposition d'amendement pour l'article III-105

Déposée par: M.J.CHABERT

M.M.DAMMEYER

M.P.DEWAEL

Mme C. du GRANRUT

M.C.MARTINI

M.R.VALCARCEL SISO

Qualité : - Membre - Suppléant - Observateur

La Commission établit, chaque année, un rapport sur l'évolution de la réalisation des objectifs visés à [l'article III-98 (ex-136)], y compris la situation démographique dans l'Union. Elle transmet ce rapport au Parlement européen, au Conseil, au Comité des régions et au Comité économique et social.

Explication éventuelle :

Le traité CE dans sa forme actuelle prévoit la consultation du Comité économique et social, mais pas celle du Comité des régions. A défaut d'une clause générale prévoyant la consultation du Comité des Régions dans la procédure législative, il faut donc veiller à compléter cette base légale.

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article III-106

Déposée par MM. Barnier, Vitorino, O'Sullivan et Ponzano

Qualité : Membres et Suppléants

Ajout d'une nouvelle disposition sur la protection sociale, après l'article III-106 :

- 1. Le Conseil européen examine chaque année la situation de la protection sociale et adopte des conclusions sur la base d'un rapport conjoint du Conseil et de la Commission.**
- 2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, sur proposition de la Commission et après avis du Parlement européen, adopte des objectifs communs et, le cas échéant, élabore, sous forme de recommandations, des lignes directrices sur la modernisation des systèmes de protection sociale dont les États membres tiennent compte dans leurs politiques.**
- 3. Chaque État membre transmet à la Commission un rapport périodique sur les principales mesures qu'il a pris pour mettre en œuvre la modernisation de son système de protection sociale, à la lumière des objectifs et, le cas échéant, des lignes directrices pour la modernisation des systèmes de protection sociale.**

Sur la base des ces rapports, le Parlement européen et le Conseil procèdent périodiquement à un examen de la mise en œuvre de la modernisation des systèmes de protection sociale des États membres.

Explication :

L'article I-14, paragraphe 4, prévoit que l'Union peut coordonner les politiques sociales des États membres. Pour donner suite à cette compétence, un certain nombre de Conventionnels a demandé l'inclusion d'un article général sur la méthode ouverte de coordination, demande à laquelle le Praesidium n'a pas pu accéder. Une solution plus modeste, permettant néanmoins de rendre opérationnelle la coordination visée à l'article I-14, paragraphe 4, et en même temps de donner satisfaction à un bon nombre de Conventionnels, conformément aux recommandations du groupe XI 'Europe Sociale', consiste à introduire dans la Constitution une disposition prévoyant l'application de la méthode ouverte de coordination au domaine de la protection sociale. Il convient de noter qu'une telle disposition ne ferait que formaliser un mécanisme qui est déjà appliqué dans le domaine de l'inclusion sociale et des pensions. La disposition proposée s'inspire, pour sa rédaction, de la procédure de coordination en matière d'emploi, prévue par l'article III-95.

Fiche Amendement

PROPOSITION D'AMENDEMENT À L'ARTICLE : III-106

DÉPOSÉE PAR MME PERVENCHE BERÈS, OLIVIER DUHAMEL, BEN FAYOT, VYTENIS ANDRIUKAITIS, ELENA PACIOTTI, JACQUES FLOCH, FRANC HORVAT

QUALITÉ : - MEMBRES ET SUPPLÉANTS

Article III – 106 (ex-article 144)

Le Conseil adopte, à la majorité simple une décision européenne instituant un comité de la protection sociale à caractère consultatif afin de promouvoir la coopération en matière de protection sociale entre les États membres et avec la Commission. Le Conseil statue après consultation du Parlement européen.

Le comité a pour mission:

- a) de suivre la situation sociale et l'évolution des politiques de protection sociale dans les États membres et dans l'Union;
- b) de faciliter les échanges d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les États membres et avec la Commission;
- c) sans préjudice de [l'article III-242 (ex-207)], de préparer des rapports, de formuler des avis ou d'entreprendre d'autres activités dans les domaines relevant de sa compétence, soit à la demande du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative.
- d) d' établir des consultations régulières et des contacts appropriés avec la société civile.**

Dans l'accomplissement de son mandat, le comité établit des contacts appropriés avec les partenaires sociaux.

Chaque État membre et la Commission nomment deux membres du comité.

Fiche Amendement

PROPOSITION D'AMENDEMENT À L'ARTICLE : III-106 BIS (NOUVEAU)

DÉPOSÉE PAR MME PERVENCHE BERÈS, OLIVIER DUHAMEL, BEN FAYOT, JACQUES FLOCH, ELENA PACIOTTI, FRANC HORVAT

QUALITÉ : - MEMBRES ET SUPPLÉANTS

Article III – 106 bis (Nouveau)

- 1. Le Conseil européen examine périodiquement la situation de l'inclusion et de la protection sociales dans l'Union et adopte des conclusions à ce sujet, sur la base d'un rapport conjoint du Conseil et de la Commission.**
- 2. Sur la base des conclusions du Conseil européen, le Conseil, sur proposition de la Commission, et après approbation du Parlement européen, adopte des objectifs communs, dont les Etats membres tiennent compte dans leurs politiques d'inclusion et de protection sociales.**
- 3. Chaque Etat membre transmet au Conseil et à la Commission des rapports périodiques sur les principales dispositions qu'il a prises pour mettre en œuvre ces politiques, à la lumière de ces objectifs communs.**
- 4. Sur la base de l'avis du Comité de Protection Sociale et d'une évaluation menée par la Commission des rapports des Etats membres, le Conseil et la Commission adressent un rapport conjoint au Conseil européen concernant la situation de l'inclusion et de la protection sociales dans l'Union et la mise en œuvre de ces objectifs communs.**

AMENDMENT FORM

**Suggestion for amendment of: PART I OF THE CONSTITUTION:
New Article III-99A: guidelines**

By Ms / Mr : Van Dijk

Status : Alternate

Suggestion

New article 99A in part III of the Constitution on the instrument of guidelines:

1. The Commission has the instrument of the guideline. She can make use of this instrument with approval of the Council in order to support her role in the supplementary competences as described in article 16 of part 1 and for the co-ordination of the economic and employment policy as described in article 14 of part 1.
2. A guideline is a non-binding instrument,
 - a. which has as a goal to promote the convergence of the member state's policies in these areas, where the Union has supplementary competences
 - b. which has as a goal to promote the convergence of the member state's politics in the area where the Union has shared competences with the member states, where no harmonisation is aimed at
 - c. which gives the co-ordination of the economic and employment policy
3. Member States are obliged to report to the Commission, by means of national actionplans, about the influence which the guidelines have had on the national policy. On the basis of the national actionplans the Commission will establish a synthesis report. It will present this rapport both to the Council and the European Parliament.
4. The Commission can set up country-specific recommendations, based on the synthesis report.

Explanation:

This new article only defines the instrument of guideline as it is used at this moment. The instrument of guideline is several times mentioned in part 1, without a definition of the instrument.

We believe the Commission shall encourage cooperation between the Member States and facilitate the coordination of their action also in the field of access to housing. This would be one of the ways of combating social exclusion that Article I-3 has explicitly established as one of the Union's objectives.

Article III-101 (ex Article 139)

AMENDMENT FORM

Part III - title III - Chapter III:

Suggestion for amendment of Article : III-99

By Members: Mr Andrew Duff

Article III-99 (ex Article 137)

1. With a view to achieving the objectives of [Article III-98 (ex 136)], the Union shall support and complement the activities of the Member States in the following fields:

- (a) improvement in particular of the working environment to protect workers' health and safety;
- (b) working conditions;
- (c) social security and social protection of workers;
- (d) protection of workers where their employment contract is terminated;
- (e) the information and consultation of workers;
- (f) representation and collective defence of the interests of workers and employers, including co-determination, subject to paragraph 5;
- (g) conditions of employment for third-country nationals legally residing in Union territory, *without prejudice to the competence of Member States to establish the numbers of third-country nationals to access their labour markets*;
- (i) equality between men and women with regard to labour market opportunities and treatment at work;
- (j) the combating of social exclusion;
- (k) the modernisation of social protection systems without prejudice to point (c).

2. To this end:

- (a) a European law or framework law may establish measures designed to encourage cooperation between Member States through initiatives aimed at improving knowledge, developing exchanges of information and best practices, promoting innovative approaches and evaluating experiences, excluding any harmonisation of the laws and regulations of the Member States;

- (b) in the fields referred to in paragraph 1(a) to (i), a European framework law may establish minimum requirements for gradual implementation, having regard to the conditions and technical rules obtaining in each of the Member States. Such European framework law shall avoid imposing administrative, financial and legal constraints in a way which would hold back the creation and development of small and medium-sized undertakings.

In all cases, the European law or framework law shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

3. By way of derogation from paragraph 2, in the fields referred to in paragraph **1(c) and (f)**, the European law or framework law shall be adopted by the Council of Ministers acting unanimously after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

The Council of Ministers may, on a proposal from the Commission, adopt a European decision making the ordinary legislative procedure applicable to paragraph 1, (f) and (g) of this Article. It shall act unanimously after consulting the European Parliament.

4.

Explanation:

1(g). The competence for deciding the volume of third-country nationals to access national labour markets should remain within the Member States as it affects a key element of integration policy of the Member States. The Union should establish the common rules for access, however.

3. There seems to be a consensus in the Convention that more progress is needed at the EU level to protect the situation of sacked workers in the single labour market.

AMENDMENT FORM

Part III - title III - Chapter III:

Suggestion for amendment of Article : III-99

By Members: Mr Elmar Brok

Article III-99 (ex Article 137)

1. With a view to achieving the objectives of [Article III-98 (ex 136)], the Union shall support and complement the activities of the Member States in the following fields:

- (a) improvement in particular of the working environment to protect workers' health and safety;
- (b) working conditions;
- (c) social security and social protection of workers;
- (d) protection of workers where their employment contract is terminated;
- (e) the information and consultation of workers;
- (f) representation and collective defence of the interests of workers and employers, including co-determination, subject to paragraph 5;
- (g) conditions of employment for third-country nationals legally residing in Union territory; *without prejudice to the exclusive competence of Member States to establish rules of access for third-country nationals to their labour market;*
- (i) equality between men and women with regard to labour market opportunities and treatment at work;
- (j) the combating of social exclusion;
- (k) the modernisation of social protection systems without prejudice to point (c).

2. To this end:

- (a) a European law or framework law may establish measures designed to encourage cooperation between Member States through initiatives aimed at improving knowledge, developing exchanges of information and best practices, promoting innovative approaches and evaluating experiences, excluding any harmonisation of the laws and regulations of the Member States;

- (b) in the fields referred to in paragraph 1(a) to (i), a European framework law may establish minimum requirements for gradual implementation, having regard to the conditions and technical rules obtaining in each of the Member States. Such European framework law shall avoid imposing administrative, financial and legal constraints in a way which would hold back the creation and development of small and medium-sized undertakings.

In all cases, the European law or framework law shall be adopted after consultation of the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

3. By way of derogation from paragraph 2, in the fields referred to in paragraph 1(c), ~~(d)~~, (f) and (g), the European law or framework law shall be adopted by the Council of Ministers acting unanimously after consulting the European Parliament, the Committee of the Regions and the Economic and Social Committee.

The Council of Ministers may, on a proposal from the Commission, adopt a European decision making the ordinary legislative procedure applicable to paragraph 1~~(d)~~, (f) and (g) of this Article. It shall act unanimously after consulting the European Parliament.

4.

Explanation:

The competence for the access of third-country nationals to the labour market should remain within the Member States as it affects a key element of integration policy of the Member States.

There seems to be a consensus in the Convention that more progress is needed at the EU level to protect the situation of sacked workers in the single labour market.